

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Maroc & Sahara occidental > Sahara occidental > **Sahara occidental. “De nos jours, la lutte sahraouie prend de nouvelles (...)**

Sahara occidental. “De nos jours, la lutte sahraouie prend de nouvelles formes” (2)

jeudi 8 novembre 2018, par [ELBERS Frank](#), [MEHDI Fatma al](#), [SODERLINDH Lisa](#) (Date de rédaction antérieure : 22 octobre 2018).

Pour relancer des pourparlers bloqués depuis 2012, l’envoyé onusien pour le Sahara occidental a convié les différentes parties impliquées - le Polisario, le Maroc, l’Algérie et la Mauritanie - à une réunion à Genève les 5 et 6 décembre. Une militante sahraouie revient sur le chemin parcouru et explique les aspirations de son peuple.

Fatma El-Mehdi est une militante du Sahara occidental qui vit dans un camp de réfugiés en Algérie depuis plus de quarante ans. Elle est la secrétaire générale de l’Union nationale des femmes sahraouies. Son engagement en faveur de la paix a été reconnu en 2016 par l’Institut Joan B. Kroc pour la paix et la justice, à San Diego, en Californie. Nous l’avons rencontré dans le camp de réfugiés de Smara, près de Tindouf, dans le Sud-Ouest algérien.

En mars 2018, vous avez organisé une conférence internationale de trois jours sur la résistance civile non violente. Quels en étaient les principaux thèmes ?

FATMA EL-MEHDI : Il y en avait quatre. Le premier portait sur la question des ressources naturelles, c’est-à-dire empêcher l’exploitation par le Maroc du phosphate, du pétrole, des ressources halieutiques et des autres richesses naturelles au Sahara occidental. Deuxièmement : les droits de l’homme. De proroger le mandat de la Minurso et d’y inclure la surveillance des droits de l’homme. La Minurso [Mission des Nations unies pour l’organisation d’un référendum au Sahara occidental, dont le mandat, annuellement renouvelé depuis 1991, n’a été reconduit en avril 2018 que pour six mois, soit jusqu’à fin octobre] est la seule mission de maintien de la paix de l’ONU qui ne se préoccupe pas des atteintes aux droits de l’homme, à cause du Conseil de sécurité et de la France. Troisièmement, la question des prisonniers politiques sahraouis. Quatrièmement, de quelle façon remonter les cas de violations des droits de l’homme commises par le Maroc, par exemple le mur de séparation [dit “mur des Sables”], devant les tribunaux internationaux par le biais des Nations unies. Ce sont là les quatre thèmes que nous avons approfondis lors de la conférence.

L’expérience sud-africaine et palestinienne vous apporte-t-elle un éclairage utile ?

Toutes les expériences sont différentes, mais nous pensons que c’est très instructif. Par exemple, comment préserver notre culture sahraouie ? À cause du Maroc, tous les citoyens qui quittent les territoires sahraouis prennent des noms différents, totalement différents du contexte sahraoui. Comment pouvons-nous changer cette situation afin que les Sahraouis aient les noms qu’ils désirent. En outre, comment pouvons-nous mobiliser notre peuple pour faire valoir ses droits, sociaux et économiques ? Les Sahraouis sont les plus pauvres de la région, non seulement ceux qui vivent dans les camps en Algérie mais aussi ceux qui habitent dans les territoires occupés. Ils n’ont pas la possibilité de travailler. Au cours des quarante dernières années, le Maroc n’a pas construit d’universités ; il n’y a aucune université dans le Sahara occidental.

Même pour les citoyens marocains ?

Non. S'ils veulent continuer leurs études, ils doivent aller au Maroc. Et ça pénalise plus les femmes que les hommes. Parce qu'elles ont une famille, qu'elles ne peuvent pas aller au Maroc, etc. C'est l'une des politiques du Maroc : laisser les gens dans l'ignorance, même leur propre peuple. Mais au moins les Marocains peuvent aller étudier dans leur pays.

Pensez-vous que les jeunes militants sahraouis peuvent entendre ce message de résistance non violente ?

Oui, parce que nous avons de très bons arguments en faveur de l'indépendance du Sahara occidental. Et nous devons convaincre les jeunes qu'il existe un autre type de stratégie, qu'il existe d'autres armes plus puissantes que celles de la guerre. Et ainsi les convaincre de ne pas reprendre les armes [la fin de la lutte armée entre le Maroc et les Sahraouis a été signée en 1991 sous l'égide des Nations unies, et continue à être sous surveillance de la Minurso]. Ce genre de réflexion est très important pour les jeunes. Pendant les trois jours de la conférence, j'ai constaté qu'ils avaient un vrai désir de comprendre et de s'engager de manière pacifique - et c'est très important. Nous devons donc transmettre toutes ces informations.

Essayez-vous de mobiliser les Sahraouis de la diaspora en Espagne, en France et dans d'autres pays ?

Je pense que notre organisation, l'Union nationale des femmes sahraouies, est très importante pour les personnes qui vivent en Espagne, en France, en Mauritanie, en Algérie - toutes sont organisées par le Front Polisario [mouvement politique et armé formé en 1973, il est à l'origine du gouvernement Sahraoui créé en exil le 27 février 1976 et proclamant la République arabe sahraouie démocratique (RASD)]. Notre organisation fait qu'ils sont tous inclus dans notre travail. Le Polisario organise une partie de la vie de la diaspora sahraouie. Nous avons un ministre de la diaspora. Et beaucoup de membres de la diaspora soutiennent la résistance dans les territoires occupés du Sahara occidental.

Et comment faire pour que les gens au Maroc se mobilisent davantage ?

Vous voulez dire les Marocains ? Nous avons essayé, le problème avec le peuple marocain, c'est qu'il ne peut pas en parler librement. C'est une question qui n'est abordée que par le roi, et il est la seule personne qui peut en parler.

Il y a plusieurs années, la Suède a exprimé son intention de devenir le premier pays européen à reconnaître le Front Polisario et la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Qu'en pensez-vous ?

Le Parti social-démocrate suédois veut continuer à soutenir le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Et la question de la reconnaissance politique est une de ses priorités. Ils doivent s'assurer que, s'ils prennent d'autres mesures, ce sera dans le sens positif et non négatif. Ils ont déjà reconnu la Palestine. Est-ce le maximum qu'ils peuvent faire pour le peuple palestinien ? La question se pose aussi pour le peuple sahraoui.

Si la Suède reconnaît la RASD, quelles en seraient les répercussions ?

Pour nous, ce serait très important, parce que cela motiverait d'autres gouvernements européens à faire de même. C'est ce que nous constatons avec l'Union africaine, dont la RASD est membre. La RASD devrait avoir les mêmes possibilités et les mêmes droits que tout autre pays. Lors du dernier sommet [en juillet 2018], le Maroc - qui vient de rejoindre l'Union africaine, après l'avoir quittée en

1984 - a tenté d'empêcher la participation de la délégation de la RASD. Sans succès.

Vous réclamez plus de visibilité sur la question sahraouie dans le monde arabe. On dirait que la cause sahraouie n'y trouve pas beaucoup de résonance ?

Non, en effet. Beaucoup d'Arabes ne connaissent rien à la question sahraouie, même les Marocains. J'ai récemment rencontré une étudiante marocaine étudiante au Caire. Elle est venue visiter les camps dans le cadre de ses études. Ses parents ne connaissaient le Sahara occidental qu'à travers les discours du roi. Le Sahara occidental est un moyen pour le gouvernement de faire diversion auprès du peuple marocain.

Pensez-vous qu'il y aura un référendum sur l'indépendance ?

Tout ce que je sais, c'est que nous y travaillons. Et notre engagement ne faiblit pas. Au contraire. Nous n'acceptons pas de vivre dans un pays qui n'est pas le nôtre. Même les gens qui vivent en Espagne et en France ne sont pas heureux, parce que leur pays leur manque. Nous ne voulons pas non plus être marocains. Les Marocains eux-mêmes souffrent. Nous sommes heureux de nous battre pour nos droits. Cela a donné du sens à notre vie ; nous avons un objectif dans la vie : lutter, se battre.

De nos jours, la lutte sahraouie prend de nouvelles formes. Par exemple, nous avons progressé sur le plan juridique. Avec la décision de décembre 2016 de la Cour de justice européenne [statuant que l'accord commercial de l'UE avec le Maroc ne peut pas être mis en œuvre au Sahara occidental, situant de fait ce territoire en dehors des frontières internationales du Maroc]. Le 23 février 2018, un tribunal de Port Elizabeth, en Afrique du Sud, a statué qu'un navire transportant 55 000 tonnes de phosphate du Sahara occidental destiné à la Nouvelle-Zélande appartenait au peuple sahraoui. Le 27 février 2018, la Cour de justice européenne a statué que le Sahara occidental devait être exclu d'un accord de pêche entre l'UE et le Maroc parce qu'il s'agissait d'un territoire distinct.

Pensez-vous que, avec le dernier arrêt de la Cour de justice européenne et la nomination du nouvel envoyé spécial des Nations unies pour le Sahara occidental, le référendum pourrait se concrétiser rapidement ?

En ce qui concerne le nouvel envoyé spécial, c'est une très bonne chose. D'abord, parce que cela montre que les Nations unies continuent à travailler sur le sujet et essaient de trouver une solution pour le Sahara occidental. C'est également important d'avoir un ancien président [l'envoyé spécial de l'ONU Horst Köhler est un ancien président allemand]. Il a rencontré plusieurs pays de l'Union africaine, même ceux qui ont de bonnes relations économiques avec le Maroc. Tous ont dit qu'ils souhaitaient mettre fin à ce conflit. Le Sahara occidental est une question africaine, et ils jugent important de jouer un rôle plus prépondérant. M. Köhler a également rencontré le représentant spécial de l'Union africaine (UA) pour le Sahara occidental. Il essaie donc de contacter de nombreuses personnes, y compris des membres du Conseil de sécurité de l'ONU, afin de comprendre leur position sur le sujet.

Vous dites que le Maroc ne considère pas le Sahara occidental comme une question africaine, mais que la question relève plutôt de l'ONU ?

Oui, le Maroc a essayé de séparer ces deux questions. Ils ont toujours dit aux Africains que cette question risquait de les diviser et qu'il valait donc mieux laisser les Nations unies s'en charger. Le Maroc ne veut pas que l'Union africaine intervienne au Sahara occidental.

Certains critiquent les programmes d'été pour la paix qui ont lieu chaque année : des

enfants sahraouis des camps de réfugiés qui sont accueillis pendant deux mois par des familles en Afrique, en Europe et en Amérique. Pourquoi ?

Une partie du monde arabe musulman nous reproche de faire du tort à l'islam en envoyant nos enfants dans des familles chrétiennes ou même athées. [Plus de 9 000 enfants âgés de 8 à 12 ans participent chaque année au programme d'été pour la paix.] Moi-même j'ai été la cible de ces critiques. Ma fille est tombée gravement malade et je l'ai envoyée se faire soigner en Espagne. Elle a fini par vivre dans une famille espagnole et y est restée pendant quinze ans. La chaîne Al-Jazira m'a un jour interrogée et m'a demandé pourquoi j'avais fait ça. *"Vous êtes musulmane. Pourquoi avez-vous envoyé votre fille très jeune vivre dans une famille non musulmane ?"* Ce à quoi j'ai répondu : *"Quand ma fille était mourante, j'ai trouvé une famille catholique qui était prête à l'accueillir. Mais pas de famille musulmane. Si vous croyez en la solidarité, en tant que musulmans, pourquoi n'aidez-vous pas vos frères musulmans ?"*

Vous savez, nous n'avons aucun soutien dans le monde arabe. Seule l'Algérie (et la Libye, quand Kadhafi était encore en vie) nous soutient. Le Maroc dit que nous ne sommes pas de bons musulmans parce que les femmes sahraouies peuvent voyager avec leurs maris et étudier dans des écoles mixtes. Pour nous, l'islam est quelque chose de plus profond. Il est synonyme de collaboration, de soutien, d'étude et de travail acharné. Nous sommes très actifs et nos critiques dans le monde arabe n'aiment pas cela. Nous ne sommes pas acceptés, politiquement, culturellement ou religieusement.

Vous avez passé presque toute votre vie ici, dans les camps. Si vous vous projetez dans vingt-cinq ans, où vous voyez-vous ?

Je suis arrivée ici à l'âge de 7 ans. Vraiment, je ne pense qu'à la lutte. Tant que nous ne gagnons pas, il est difficile de penser à l'avenir. Mais j'espère que les Sahraouis pourront avoir leur propre terre et qu'ils auront droit à la paix. Je suis heureuse d'avoir cette capacité de me battre.

Qu'espérez-vous pour votre fille ?

Pour ma fille ? J'en ai deux. L'une a terminé ses études. Elle travaille dans le social. Et l'autre est en dernière année d'école d'infirmière. Ma fille aînée s'occupe de personnes handicapées. Et ma cadette fait du bénévolat à l'hôpital pendant l'été. Elles essaient donc jouer un rôle dans la société. J'espère qu'elles vivront en paix.

Partout la liberté a un prix. Nous ne sommes pas un cas à part. Tous les mouvements de libération ont fini par gagner. Nous allons gagner. Nous ne resterons pas un cas à part. Nous croyons en la justice. Si notre cause n'avait pas été juste, peut-être aurions-nous laissé tomber. Notre cause est juste et nous allons la gagner.

Frank Elbers, Lisa Söderlindh et Fatma al Mehdi

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/sahara-occidental-de-nos-jours-la-lutte-sahraouie-pren-d-de-nouvelles-formes>